



Communiqué de presse
18 mars 2014

Le nucléaire N'EST PAS une énergie compétitive, les chiffres le montrent!

Le groupe des élu-e-s EELV de la Région Haute-Normandie **tient à réagir suite aux affirmations erronées de M. Verbecke, directeur de la centrale de Penly, dans l'édition d'aujourd'hui des Informations Dieppoises, afin de rétablir quelques vérités.**

Non le nucléaire N'EST PAS une énergie compétitive! Plus encore, les coûts de cette filière ne cessent d'augmenter, tandis que ceux des énergies renouvelables (ENR) ne cessent de baisser dans le même temps. Tant qu'EDF refusait de dévoiler toute information sur ses coûts d'exploitation, il était peut-être possible aux cadres d'EDF d'affirmer ce genre de contre-vérités, **mais depuis deux ans certains chiffres commencent à filtrer, permettant de dénoncer la mascarade.**

Ainsi le rapport de la Cour des comptes sur les coûts de la filière électronucléaire, publié en février 2012, montre que si l'on prend en compte **l'ensemble des coûts liés à la filière électronucléaire¹, le coût du mégawatt-heure d'origine nucléaire est bien plus élevé que celui établi par les pouvoirs publics.** En juillet 2013, une commission d'enquête sénatoriale sur le coût réel de l'électricité a démontré que **le prix de revient du kilowattheure d'origine EPR ne sera quant à lui JAMAIS compétitif**, puisqu'il coûtera, au minimum, entre deux à quatre fois plus cher que le kilowattheure d'origine éolienne.

Par ailleurs **le coût du prolongement de la durée de vie du parc nucléaire – le "grand carénage" - ne cesse d'être réévalué à la hausse.** En 2008, EDF l'évaluait à 400 millions d'euros par réacteur, aujourd'hui à 750 millions. Lors de l'audition d'Hervé Machenaud d'EDF par [la Commission d'enquête parlementaire sur le coût de la filière nucléaire](#), fin février 2014, il est ressorti des débats **qu'il serait au minimum de 1,5 milliard d'euros par réacteur - voire davantage encore².** Ces coûts seront donc au final très probablement bien plus élevés que ce qu'affirme M. Verbecke, alors même **qu'ils n'intègrent pas encore les travaux à réaliser pour "l'élaboration du noyau dur" demandés par l'Agence de Sécurité Nucléaire (ASN), suite aux évaluations complémentaires de sûreté post-Fukushima, actuellement en cours d'expertise par EDF.**

¹ Démantèlement et stockage des déchets y compris - en se basant sur les provisions prévues par EDF que l'on sait largement insuffisantes - mais sans même compter les travaux de sécurisation post-Fukushima, que la Cour des comptes n'avait pas eu le temps d'intégrer au moment de la rédaction de ce rapport.

² Selon le rapport commandé par Greenpeace à WISE-Paris, paru il y a deux semaines, le coût prévu par EDF de 750 millions d'euros par réacteur pour son « grand carénage » suffirait à peine à maintenir la sûreté des installations à leur niveau actuel, et resterait bien loin des exigences retenues par l'ASN pour les réacteurs de troisième génération (EPR). Il faudrait en fait 4,4 milliards par réacteur pour assurer des critères de sûreté similaires à ceux de l'EPR. Ce coût n'est qu'un « ordre de grandeur » : l'étude reconnaît être fondée sur une « démarche prospective » et incertaine en raison du « manque de données publiques disponibles » et de la « difficulté d'estimer le coût d'opérations encore inédites ».



Communiqué de presse 18 mars 2014

D'autres inconnues restent à expertiser et à intégrer au coût global du nucléaire : le prix des déchets nucléaires, le vrai coût de Cigéo³, le coût total du démantèlement des centrales, celui de l'assurance en cas d'accident...

Enfin, **malgré tous ces travaux, la prolongation à 60 ans revendiquée par le directeur de Penly, est tout sauf acquise, il faut le souligner.** Comme l'a rappelé le président de l'ASN Pierre-Franck Chevet, auditionné à l'Assemblée nationale par cette même Commission quelques jours auparavant, de par leur conception, **« les centrales ont été dimensionnées pour 40 ans » d'exploitation et l'autorisation de les prolonger au-delà de cette limite « n'est pas acquise ».** M. Chevet a souligné qu'il y a ainsi **« bien des sujets de sûreté majeurs à regarder à cette échéance », notamment « des phénomènes de vieillissement sur certains composants des centrales, qu'on doit regarder d'autant plus attentivement qu'ils ne sont pas nécessairement remplaçables ».**

Depuis longtemps, les écologistes dénoncent **l'impasse environnementale, économique et financière que représente le nucléaire.** Il est grand temps d'engager résolument la transition énergétique, basée sur la sobriété, l'efficacité énergétique et les ENR!

La Vice-présidente en charge de l'Environnement
et du plan Climat-Energie

Véronique BEREGOVY

Le président du groupe EELV

David CORMAND

Contact presse: EELV-CRHN : 02.35.89.01.75.

³ Projet français de centre de stockage des déchets radioactifs en couche géologique profonde dans la Meuse.